

## A quand le retour de la Banque de la ZEP à Bujumbura ?

@rib News, 19/06/2011 Par Daniel Kabuto Au siège de la banque de la ZEP à Bujumbura en face la Librairie saint Paul, c'est la désolation. Les bâtiments sont inoccupés, mis à part quelque fonctionnaire chargé d'assurer la liaison avec le véritable siège de Nairobi. L'ambassade du Kenya au Burundi y occupe un niveau tandis que le reste des bureaux attend désespérément quelque locataire. C'est une honte pour le Burundi. C'est un gâchis pour le gouvernement on sait que ce genre d'institutions internationales font le bonheur d'autres pays. On voit mal l'Ethiopie renoncer au de l'Union Africaine. Même la Côte d'Ivoire qui vient à peine de sortir de son imbroglio politique réclame le Banque africaine de développement à Abidjan.

Un sommet tripartite COMESA-EAC-SADC vient de se tenir à Johannesburg en Afrique du Sud. De l'avis des observateurs, il a permis de poser les jalons de la création de l'union économique africaine. A partir de ces 26 pays qui veulent former une zone économique de libre échange, c'est un grand marché de plus de six cent millions de consommateurs qui va voir le jour dans trois ans si les chances sont respectées. De grands chantiers de coopération dans les domaines du transport, de la communication, du commerce, de l'industrie, de l'énergie et du tourisme ont été identifiés lors du sommet tripartite COMESA-EAC-SADC tenu à Kampala en 2008. Le président Pierre Nkurunziza a pris part aux travaux en sa double qualité de chef de l'Etat burundais et de président en exercice de l'EAC. Il s'est optimiste. Car le COMESA s'acquitte bien des compensations dues au Burundi pour son adhésion à l'union douanière. Et les avantages de ces intégrations sont énormes. Mais les Burundais souhaitent surtout que la question du retour de la banque de la ZEP soit inscrite à l'ordre du jour de ce genre de sommet. Du temps de Bagaza, il avait obtenu que le Burundi abrite le siège de cette banque créée au nom de la COMESA. Avec la guerre qui a éclaté après l'assassinat du président Melchior Ndadaye, l'essentiel du personnel et des activités de la banque de la ZEP a été déplacé vers Harare. Quand on sait ce que le Burundi gagnait en termes d'emplois, de loyers et d'autres retombées de cette présence de la banque de la ZEP, on se demande pourquoi les autorités n'en font pas une priorité nationale. De nos investigations auprès des autorités burundaises, nous avons appris que le gouvernement a déjà adressé une correspondance au gouverneur de la Banque de la ZEP en lui demandant de ramener au Burundi tout le personnel de la Banque. Jusqu'à date, il n'y a pas eu de suite. Au contraire, le gouverneur de la banque de la ZEP a décidé d'envoyer une grande partie du personnel à l'étranger à Nairobi vers la succursale de la banque qui a été ouverte à Harare. Des mêmes sources officielles nous apprenons que le Burundi a eu à évoquer ce problème dans un discours à la tribune du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du COMESA. Ces derniers avaient alors intimé le gouverneur l'ordre de rapatrier le personnel à Bujumbura. Mais rien n'a été fait. On parle d'un lobbying très efficace du Kenya qui voit un mauvais "il l'ennemi" financier. Le retour de la banque de la ZEP serait sans nul doute un signe éloquent de la confiance de la région dans la paix et la stabilité du Burundi. Par Daniel KABUTO (Pays-Bas).